

l'Ouest d'aujourd'hui, mais elle donne en même temps de façon dramatique une idée très claire de la longue lutte qu'ont menée les habitants de l'Ouest pour reprendre la gestion de leurs propres richesses naturelles aux bourses de Winnipeg, de Toronto et de Montréal, notamment pour mettre sur pied le Syndicat du blé, et de leur lutte pour gérer eux-mêmes la mise en marché de leurs produits. Cette lutte—et il s'agit d'une lutte fort récente dans l'ouest du Canada—pour pouvoir gérer nous-mêmes nos moyens de subsistance et nos richesses naturelles est certainement un des principaux aspects de notre culture. J'espère que vous excuserez mon scepticisme, mais nous ne sommes pas convaincus que le gouvernement actuel apprécie à sa juste valeur cette attitude et ce sentiment des Canadiens de l'Ouest. A moins que le gouvernement ne nous donne très bientôt une preuve concrète que la propriété des ressources et les droits d'imposition qui s'y appliquent, propriété et droits que jusqu'à ces dernières années nous avons toujours cru nôtres, seront reconnus par le gouvernement qui acceptera un amendement clair à sa résolution de rapatriement, nous ne pouvons consentir à appuyer la motion ou à étudier la résolution.

Je voudrais aussi contester la croyance—apparemment très répandue en face que nous de l'Ouest, sommes des gens avides et que nous voulons, soit comme députés, soit comme gouvernements provinciaux garder toutes nos richesses, anciennes ou récentes, pour nous. Cela n'a jamais été vrai et ne l'est toujours pas. L'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique a proposé au gouvernement fédéral, il y a quelques années, à propos des ressources en gaz naturel et en pétrole, que s'il garantissait le développement public de ces ressources, pour en faire bénéficier toute la population du Canada, la Colombie-Britannique était prête à les partager avec tous les Canadiens. Je crois avoir que le gouvernement de la Saskatchewan a également fait des propositions semblables. Personne ne les a acceptées, mais ces propositions ont été faites. L'Ouest ou du moins une partie de l'Ouest, a voulu et veut encore favoriser le Canada d'abord dans l'intérêt de tous les Canadiens. Et cela, monsieur l'Orateur, n'est pas de la cupidité.

Quels sont les intérêts du gouvernement fédéral et quelles sont ses réalisations dans le domaine des ressources? Comme il ne prend pas d'engagement clair et net dans sa résolution pour faire connaître ses intentions dans ce domaine, on ne peut que supposer qu'il a l'intention de s'immiscer encore plus dans un domaine de compétence provinciale depuis toujours. Étant donné le dossier libéral, nous devons nous interroger sérieusement sur les raisons qui motivent de tels agissements. Jusqu'au début des années 70 le gouvernement fédéral a manifesté peu d'intérêt, sans parler d'ingérence, pour les ressources de l'Ouest. Ce n'est que lorsque les gouvernements provinciaux de l'Ouest ont pris des mesures décisives pour maximiser les revenus que leur population tirait de ces ressources par le biais de redevances, de propriétés directes, d'organismes de mise en marché et d'autres moyens, que le gouvernement fédéral et les cours fédérales sont intervenus pour décréter, en fait, une double imposition ou d'autres sanctions qui ont causé beaucoup d'inquiétude et de difficulté aux gouvernements et aux industries concernés. Il semble qu'aussi longtemps que le secteur privé a été le seul à en bénéficier, les fédéraux ne sont pas intervenus. Mais dès que la population et ses gouvernements provinciaux eurent pris des mesures pour se ménager une part

La constitution

équitable, le gouvernement fédéral est intervenu. Ce n'est peut-être qu'une coïncidence—nous sommes généreux—mais c'était suffisant pour nous rendre très méfiants quant aux raisons qui motivent les interventions du gouvernement central. Si le gouvernement fédéral veut vraiment recevoir un jour des appuis pour jouer un plus grand rôle en matière de développement économique, il ferait bien d'améliorer sa crédibilité dans ce domaine. Il y a beaucoup de gens, particulièrement dans l'Ouest du Canada, qui estiment que le Canada a été créé parce que le CP avait besoin d'un pays pour payer le coût de la réalisation d'un chemin de fer allant jusqu'aux endroits où se trouvaient les ressources et parce que la Compagnie de la Baie d'Hudson avait elle aussi besoin d'un pays et de contribuables pour assurer la mise en place de services de police sur son territoire. Que cette hypothèse sur les origines de notre pays soit fondée ou non, les gouvernements canadiens successifs ont certainement agi comme si elle l'était en bonne partie. C'est l'impression que nombre d'entre nous avons, et les agissements du gouvernement fédéral au cours des dernières années ont contribué à rendre plus crédible ce qui n'était à l'origine qu'une version plutôt humoristique des origines du Canada.

Il s'est aussi produit quelque chose d'autre, au fil des ans qui nous amène à nous demander pourquoi on fait tant de battage au sujet de la constitution. Je crois que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) y a fait allusion sous un angle un tant soit peu différent tout à l'heure. Cela a trait aux raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral a de nouveau jugé nécessaire d'intervenir dans le domaine des ressources au cours des dernières années.

Je voudrais parler de la fiscalité pendant un instant. Depuis la dernière guerre mondiale, les impôts directs payés par les sociétés n'ont cessé de diminuer. Les gouvernements fédéraux—pour la plupart des gouvernements libéraux—à cause de pressions politiques semble-t-il, ont progressivement réduit les impôts direct, en particulier ceux des sociétés.

● (2150)

Le niveau d'imposition des ressources par les gouvernements des provinces, ce qui était de leur domaine, n'a pas baissé parallèlement. En conséquence, l'État fédéral, par timidité peut-être, se ferme l'accès à des recettes de son domaine traditionnel alors que les provinces n'ont pas eu cette faiblesse. Pris dans cet étau financier, il va évidemment devoir trouver le moyen d'en sortir. Comme il ne semble pas vouloir se retourner vers les entreprises en ramenant à son niveau normal et historique de la fiscalité canadienne, il devra trouver autre chose.

Mes amis à ma droite ont cherché au cours de leur bref passage au pouvoir à s'en sortir autrement. Ils ne s'en sont pas pris aux provinces mais ils ont décidé, au lieu d'augmenter les impôts, d'élever les prix pour masquer la situation. Entretemps, ils auraient cherché ailleurs une solution ne provoquant pas de grande révolte fiscale en explorant diverses sources où trouver de l'argent, argent nécessaire à nos gouvernements pour tenir le coup.

Il semble bien que pour des raisons politiques quelconques l'État fédéral n'ose pas rétablir les impôts sur les sociétés. C'est pour cette raison qu'il a décidé de se tourner vers le domaine des ressources. Je ne sais pas comment il entend y parvenir, mais ce que je constate c'est que les ministres sont